



Fiche 3 :

CRISE DES PARTIS POLITIQUES TRADITIONNELS ET BOULEVERSEMENT DU SYSTÈME DE PARTIS

La démocratie représentative dans la seconde moitié du XX^e siècle a été une démocratie de partis. Même si le général de Gaulle a voulu les affaiblir en renforçant le pouvoir du Président et en affaiblissant le parlement, les partis ont progressivement repris la main sur l'élection présidentielle et l'ont conservé sur les élections législatives. Jusqu'en 2017, tous les présidents ont été élus grâce au soutien de partis puissants. De 1981 à 2012, ils ont tous présidé le parti dominant de leur majorité avant d'accéder à l'Élysée et ont gouverné en s'appuyant sur des groupes parlementaires disciplinés.

L'affaiblissement continu des partis « traditionnels » depuis le début des années 1990 se manifeste par :

- Un **déclin du militantisme**,
- Une **rétraction des réseaux** reliant parti, associations et syndicats,
- La **dépendance** croissante des partis vis-à-vis du **financement public**,
- Une **volatilité électorale** accrue et une baisse régulière de la participation électorale, sauf à l'élection présidentielle,
- L'**émergence de nouvelles forces politiques** qui contestent la professionnalisation politique et le monopole des partis formés au cours de la première moitié du XX^e siècle.

Le déclin des partis résulte pour partie de l'atténuation des clivages hérités du XIX^e siècle opposant les possédants et les travailleurs d'une part et l'Église à l'État d'autre part. Ces clivages, à partir desquels s'est structurée en France l'opposition gauche-droite, n'ont pas disparu, mais ils semblent ne plus avoir la même puissance mobilisatrice.

Cette transformation trouve sa source dans la désagrégation de certains milieux sociaux et identités collectives sur lesquels s'appuyaient ces partis (le monde ouvrier industriel et le monde enseignant pour les partis de gauche, le monde agricole et les catholiques pratiquants pour les partis de droite). L'atténuation du clivage gauche-droite comme marqueur politique et la désaffection à l'égard des partis politiques tiennent également à

la convergence des politiques menées par les gouvernements de gauche et de droite à partir de 1983.

Perte de confiance dans les partis traditionnels

La perte de confiance dans les partis de gouvernement et plus largement dans les partis qui ont structuré la compétition partisane jusqu'au milieu des années 1980 (le PCF et le PS à gauche, le RPR et l'UDF à droite) se mesure très bien quand on compare la part de voix obtenues par leurs candidats à l'élection présidentielle depuis 1974. De 90 % jusqu'en 1981, elle est passée à 77 % en 1988 puis un peu plus de 50 % à partir de 2002, l'élection de 2012, fortement polarisée sur le bilan de Nicolas Sarkozy mise à part.

Part des suffrages obtenus au 1^{er} tour de l'élection présidentielle par les candidats officiels du PCF, du PS, du RPR/UMP/Les Républicains, de l'UDF¹

1974 → 91%	1981 → 88%	1988 → 77%
1995 → 72%	2002 → 53%	2007 → 57%
2012 → 67%	2017 → 46%	

En dépit d'une offre politique qui s'est diversifiée, la part des Français qui se disent très proches ou proches d'un parti n'a cessé de baisser depuis les années 1970. Ils étaient 48 % en 1978, 40 % en 1988 et 30 % à partir des années 2000. Parmi ces derniers, la moitié vote constamment pour leur parti préféré contre 75 % dans les années 1980².

Des partis « personnalisés »

En France comme en Europe, tous les nouveaux partis se caractérisent par leur peu de militants et leur faible niveau d'activité en dehors des campagnes électorales. À l'exception des partis écologistes, ils sont généralement très personnalisés. On peine à imaginer ce que serait en France le FN sans Jean-Marie et Marine Le Pen, En Marche ! sans Emmanuel Macron et

La France Insoumise sans Jean-Luc Mélenchon. Un leader et un programme ciblé sur quelques mesures phares, portés par une campagne de communication souvent orchestrée par des spécialistes rémunérés grâce à la collecte d'un minimum de fonds et le remboursement par l'État des frais de campagne, cette recette paraît désormais plus efficace pour gagner une élection que la possibilité de s'appuyer sur un réseau d'élus et/ou de militants expérimentés. Les partis traditionnels (PS et Les Républicains) se sont d'ailleurs eux-mêmes engagés sur cette voie en recourant à des primaires ouvertes pour désigner leur candidat.

La transgression du clivage gauche-droite

Les nouveaux partis privilégient souvent la « triangulation », c'est-à-dire la transgression du clivage gauche-droite. Il en résulte un brouillage idéologique et la tendance à substituer à un projet construit autour d'une ligne claire, une série de mesures « attrape-tout » visant à agréger le plus grand nombre possible d'électeurs issus de milieux sociaux divers. Les partis populistes ne sont pas en reste (cf. le discours « social » du FN), même s'ils tentent d'accréditer l'idée que le principal clivage opposerait désormais le peuple et les élites et/ou les partisans de la culture et des intérêts nationaux et les partisans de la mondialisation et de l'europanisation.

(1) À partir de 2007, les scores obtenus par François Bayrou, qui rompt avec la droite, sont comptabilisés à part.

(2) Jean Chiche, Florence Haegel et Vincent Tiberj, « Érosion et mobilité partisans », in Bruno Cautrès et Nonno Mayer (dir.), *Le Nouveau Désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Presses de Sciences Po, 2004.